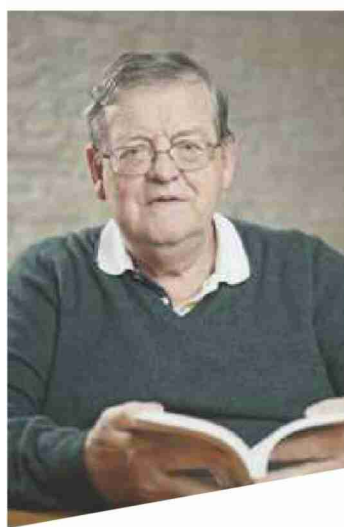




Hauptausgabe

 L'Express/Feuille d'avis de Neuchâtel
 2001 Neuchâtel
 032/ 723 53 01
 www.lexpress.ch

 Genre de média: Médias imprimés
 Type de média: Presse journ./hebd.
 Tirage: 16'783
 Parution: 6x/semaine

 N° de thème: 377.116
 N° d'abonnement: 1094772
 Page: 2
 Surface: 46'993 mm²
L'INVITÉ

DENIS MÜLLER
 THÉOLOGIE ET ÉTHIQUE, PROFESSEUR
 HONORAIRE DE L'UNIVERSITÉ DE GENÈVE

APRÈS LA VÉRITÉ, LE DÉLUGE

Une nouvelle idéologie a fait son apparition, à peu près en même temps que les Etats-Unis d'Amérique se sont dotés d'un nouveau président ringard et charlatan. On ne parle plus que de post-vérité, comme si, à la vérité indiscutable des faits, devait succéder la vérité inébranlable du droit de dire et de penser n'importe quoi. Or cette tendance témoigne et résulte de la misère de la pensée philosophique et politique contemporaine mondiale.

On veut nous faire croire que nous devrions choisir entre le relativisme et l'absolutisme. Le relativisme consiste ici à nier toute vérité possible ou pensable. Chacun serait libre de penser et de dire ce qu'il veut, indépendamment de toute vérification et de toute discussion. Mais il faut bien voir le paradoxe de cette affirmation. Dire qu'il n'y a pas de vérité universelle ou commune, c'est ériger ce que l'on dit en vérité unique et absolue. C'est entrer dans le règne de la violence intellectuelle, en réfutant toute contradiction potentielle. J'ai raison, et tous les autres ont tort. Nous avons raison, et toutes les autres positions sont fausses.

Les débats politiques et éthiques ne

« Ce qui est en jeu et en crise, c'est la notion même de la vérité. Je tiens cette notion comme incontournable. »



Hauptausgabe

L'Express/Feuille d'avis de Neuchâtel
2001 Neuchâtel
032/ 723 53 01
www.lexpress.ch

Genre de média: Médias imprimés
Type de média: Presse journ./hebd.
Tirage: 16'783
Parution: 6x/semaine

N° de thème: 377.116
N° d'abonnement: 1094772
Page: 2
Surface: 46'993 mm²

sont pas exempts de telles intransigeances. On veut nous faire accepter, en plus, que les votations résolvent définitivement tous les problèmes, et qu'on n'a plus le droit de discuter ou de penser autrement une fois la chose votée.

Ce qui est en jeu et en crise, c'est la notion même de la vérité. Je tiens cette notion comme incontournable. Il n'y a aucune philosophie, aucune théologie et aucune vie politique possible sans l'horizon de la vérité. Et je précise, au risque d'en ébranler certains: aucune pensée et aucune action ne sont possibles sans l'horizon d'une vérité commune et universelle. Que ce soit à Singapour ou à Cuba, au Cap ou à Melbourne.

L'idéologie contemporaine récente de la post-vérité repose en fait sur une double tromperie. Elle présuppose, d'une part, que la vérité serait uniquement celle des faits, en vertu d'un positivisme philosophique tout à fait contestable. Elle postule, d'autre part, que le dépassement de cette vérité factuelle conduit à un dérèglement incontrôlable de la subjectivité. Tout serait acceptable, défendable, concevable. Aucune objectivité ne viendrait régler et couvrir le dialogue des subjectivités. Nous serions livrés à la totale débandade des opinions les plus fantaisistes, à l'arbitraire systématique des positions les plus partisanses.

Les réseaux sociaux seraient l'illustra-

tion parfaite de cette dissémination des idées ou de ce désordre idéologique. Le pluralisme se réduirait à un relativisme illimité. Sous le couvert de la liberté de pensée nous serions livrés à la surdité et à la solitude, chacun se contentant d'étaler ses pensées, sans le moindre souci de dialogue, d'échange et de confrontation productive. On voit bien que cette décomposition idéologique signe aussi la fin de la démocratie. Paradoxalement, un tel éclatement consacre le triomphe inconditionnel de la pensée unique, la domination du parti unique et de la paresse intellectuelle.

On aurait bien tort de penser que les phénomènes décrits ici se limitent aux Etats-Unis. En Suisse même, la vie intellectuelle et politique menace de se réduire à des lieux communs. Il devient bientôt impossible de s'exprimer librement sur certains sujets éthiques ou sur les questions religieuses. Lors des votations importantes, la violence des arguments échangés semble parfois rendre toute discussion impossible; les enjeux étroitement politiques, économiques ou régionaux donnent l'impression d'interdire toute confrontation sérieuse. Le politiquement et l'éthiquement correct s'imposent, au prix d'un dédain de la vérité. Nous sommes alors dans le mensonge de la post-vérité, c'est-à-dire dans le refus du dialogue intellectuel et scientifique.